

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**SOMMAIRE**

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1142</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>1142</b>
<i>BUREAU DU MANAGEMENT STRATEGIQUE DES SERVICES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FINANCIERES.....</i>	<i>1142</i>
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.31 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR MARC BURG, SOUS-PRÉFET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1142
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.32 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR PHILIPPE RONSSIN, SOUS-PRÉFET DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY .....	1142
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.33 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR ERIC MAIRE, SOUS-PRÉFET DE L'ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE.....	1143
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.34 DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. PHILIPPE GAZAGNES, SOUS-PRÉFET DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL.....	1143

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**  
**BUREAU DU MANAGEMENT STRATEGIQUE DES SERVICES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FINANCIERES**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.31 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE**  
**À MONSIEUR MARC BURG, SOUS-PRÉFET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
 VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant Monsieur Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Éric MAIRE sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
 VU le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;  
 VU le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe GAZAGNES en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;  
 VU le décret du Président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU le décret du Président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.28 du 9 août 2005 accordant délégation de signature à Monsieur Marc BURG, Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, modifié par l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.40 du 10 novembre 2005 ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.28 du 9 août 2005 est modifié comme suit :  
 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc BURG, la délégation définie à l'article 1 de l'arrêté susvisé est dévolue dans les mêmes conditions à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée à Monsieur Éric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey et, à défaut de ces derniers, à Monsieur Philippe GAZAGNES, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, Directeur de cabinet.  
**ARTICLE 2 :** Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission, à Monsieur Éric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey, à Monsieur Philippe GAZAGNES, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur de cabinet ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

A Nancy, le 18 septembre 2006

Le Préfet,  
 Claude BALAND

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.32 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE**  
**À MONSIEUR PHILIPPE RONSSIN, SOUS-PRÉFET DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
 VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;  
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 VU la loi N° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;  
 VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
 VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;  
 VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
 VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Eric Maire en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
 VU le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005 nommant Monsieur Philippe Ronssin en qualité de sous-préfet de Briey ;  
 VU le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe Gazagnes en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;  
 VU le décret du Président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme Normand en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Jacques Ranchère en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.14 du 5 avril 2005, accordant délégation de signature à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 05.BODE.32 du 14 août 2005, n°05.BODE.46 du 10 novembre 2005, n°06.BMSSE.12 du 9 mai 2006 et n° 06.BMSSE.22 du 11 août 2006 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

#### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'article 8 de l'arrêté préfectoral n°05.BODE.14 du 5 avril 2005, est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, les fonctions de sous-préfet de Briey seront exercées par Monsieur Marc Burg, secrétaire général de la préfecture, ou par Monsieur Eric Maire, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, ou par Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de l'arrondissement de Toul et, à défaut de ces derniers, par Monsieur Jérôme Normand, sous-préfet, chargé de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques Ranchère, sous-préfet, directeur de cabinet.

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Briey et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Eric Maire, sous-préfet de Lunéville, à Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de Toul, à Monsieur Jérôme Normand, sous-préfet chargé de mission, à Monsieur Jacques Ranchère, directeur de cabinet ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

A Nancy, le 20 septembre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND.

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.33 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR ERIC MAIRE, SOUS-PRÉFET DE L'ARRONDISSEMENT DE LUNÉVILLE

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

Vu le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Eric Maire en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Vu le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005 nommant Monsieur Philippe Ronssin en qualité de sous-préfet de Briey ;

Vu le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe Gazagnes en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Vu le décret du Président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme Normand en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Jacques Ranchère en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.51 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur Eric Maire, sous-préfet de Lunéville, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 05.BODE.47 du 10 novembre 2005, n° 06.BMSSE.13 du 9 mai 2006 et n° 06.BMSSE.23 du 11 août 2006 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

#### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'article 8 de l'arrêté préfectoral n°04.BODE.51 du 20 décembre 2004, est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric Maire, sous-préfet de Lunéville, les fonctions de sous-préfet de Lunéville seront exercées par Monsieur Marc Burg, secrétaire général de la préfecture, ou par Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, par Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de l'arrondissement de Briey et, à défaut de ces derniers, par Monsieur Jérôme Normand, sous-préfet, chargé de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques Ranchère, sous-préfet, directeur de cabinet.

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de Toul, à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, à Monsieur Jérôme Normand, sous-préfet chargé de mission, à Monsieur Jacques Ranchère, directeur de cabinet ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

A Nancy, le 20 septembre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND.

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 06.BMSSE.34 DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. PHILIPPE GAZAGNES, SOUS-PRÉFET DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

Vu le décret N° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant M. Philippe Gazagnes, administrateur civil, en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Eric Maire en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Vu le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005 nommant Monsieur Philippe Ronssin en qualité de sous-préfet de Briey ;

Vu le décret du Président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme Normand en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Jacques Ranchère en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.45 du 27 octobre 2005, accordant délégation de signature à Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de Toul, modifié par les arrêtés préfectoraux n°06.BMSSE.14 du 9 mai 2006 et n° 06.BMSSE.24 du 11 août 2006 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Philippe Gazagnes, sous-préfet de l'arrondissement de Toul dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

## I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

- 1) Octroi du concours de la force publique :
  - pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
  - autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale
- 2) Réquisition de logements
- 3) Police des débits de boissons :
  - délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
  - fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- 4) Police des armes :
  - visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
  - délivrance des permis de chasser
  - visas des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France
- 5) Manifestations sportives sur la voie publique :
  - arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
  - réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
  - récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap
- 6) Police funéraire :
  - création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
  - autorisation de transport de corps en territoire étranger
- 7) Professions et activités réglementées :
  - Agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers (loi du 12 avril 1892)
  - Autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (loi N° 96-603 du 5 juillet 1996)
  - Délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
  - carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

## II - ETAT- CIVIL ET ASSOCIATIONS

- 1) Carte nationales d'identité
- 2) Passeports, visas et laissez-passer
- 3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)

## III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

## IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

- 1) Affaires électorales
  - créations ou suppressions de bureaux de vote
  - constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
  - fixation des dates limites :
    - \* du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
    - \* du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
    - \* de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
    - \* de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche
- 2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints
- 3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul
- 4) Limites territoriales :
  - prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
  - prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune
- 5) Intercommunalité :
  - création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
  - autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
  - autres modifications statutaires desdits E.P.C.I
  - décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
  - création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
  - acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement
- 6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs
- 7) Divers
  - Délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992
  - Délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques, utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1<sup>er</sup> octobre 1990

## V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

- 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales
- 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)
- 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
  - signature des recours gracieux et lettres d'observation
  - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif
- 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :
  - saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
  - saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.
- 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes
- 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par la loi du 21 juin 1865 et ses textes d'application.

## VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

- 1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif
- 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
- 3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

## VII - ENVIRONNEMENT

## Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article 7 du décret N° 73-349 du 12 mai 1973 relatif au mode de vente des coupes et des produits des coupes de bois et forêts soumises au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application de l'article 8 du décret N° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par le décret N° 83-69 du 2 février 1983)

## VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS :

- ◆ "accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :
  - des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Équipement des Communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)
- ◆ arrêtés attributifs de subventions pour la dotation globale d'équipement (DGE) des communes

## IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

## X - SOCIAL

- 1) Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

**ARTICLE 2 :** Délégation est donnée à M. Philippe Gazagnes, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Toul pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Toul pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Gazagnes, sous-préfet, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Jean-Louis Biou, secrétaire général de la sous-préfecture de TOUL et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Danièle Thirion, secrétaire administrative à la sous-préfecture de TOUL.

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est donnée à M. Philippe Gazagnes, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, au titre des dépenses de fonctionnement (chapitre 37-30 article 20) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont elle a la responsabilité.

**ARTICLE 4 :** Délégation de signature est donnée à M. Philippe Gazagnes, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- délivrance des primata et duplicata :
  - de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
  - de permis étrangers dont la conversion est possible
  - de permis internationaux
- délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (VVV), attestations de non-gage, cartes W garage

**ARTICLE 5 :** Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Philippe Gazagnes, sous-préfet de Toul sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière
- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire
- les arrêtés fixant le pays de renvoi

**ARTICLE 6 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

**ARTICLE 7 :** Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Louis Biou, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul, à l'effet de signer, au nom du sous-préfet de Toul, les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous les documents dans le cadre de la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale se rapportant à l'article 3 du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Louis Biou, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie Zander, secrétaire administrative de classe supérieure.

**ARTICLE 8 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Gazagnes, sous-préfet de Toul, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Toul seront exercées par Monsieur Marc Burg, secrétaire général de la préfecture, par Monsieur Eric Maire, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, par Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey et, à défaut de ces derniers, par Monsieur Jérôme Normand, sous-préfet, chargé de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques Ranchère, sous-préfet, directeur de cabinet.

**ARTICLE 9 :** L'arrêté préfectoral n° 05.BODE.45 du 27 octobre 2005, modifié par les arrêtés préfectoraux n°06.BMSSE.14 du 9 mai 2006 et n° 06.BMSSE.24 du 11 août 2006, est abrogé ;

**ARTICLE 10 :** Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Toul et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. Eric Maire, sous-préfet de Lunéville, à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, à Monsieur Jérôme Normand, sous-préfet chargé de mission, à Monsieur Jacques Ranchère, directeur de cabinet ainsi qu'à M. le Trésorier-payeur général.

A Nancy, le 20 septembre 2006

Le Préfet,  
Claude BALAND.

